

ACHETER

Un Français moyen dépense près de 80 % de ses revenus directs en consommation de biens alimentaires, de biens mobiliers ou de services. Pourtant, rares sont nos achats véritablement respectueux de l'environnement et cohérents avec des politiques de développement durable. En parallèle d'une action politique directe, il est nécessaire d'imaginer des projets novateurs et incitateurs pour accompagner le consommateur dans sa transition. C'est en ce sens que nous pouvons impacter les circuits et modèles de consommation : le suremballage alimentaire, les multiples étapes de la confection d'un jean mondialisé, les écrans géants à destination publicitaire sont autant de pratiques sur lesquelles nous, consommateurs, avons une influence que nous devons exercer sur les industries et leurs innombrables intermédiaires. La lutte contre la surconsommation, le « tout plastique » et le gaspillage nous amène à convoquer quatre questionnements qui constitueront les sous-thématiques de ce comité : le rôle des incitateurs à la consommation ; consommer moins ; consommer mieux ; consommer local.

QUESTIONNER LA PUBLICITE : LE ROLE DES INCITATEURS A LA CONSOMMATION

Penser le consommateur libre et exempté d'influence dans ses choix à l'heure du tout numérique semble utopique. Il apparaît aujourd'hui que le facteur majeur de consommation soit pour le consommateur ce dont « il a envie » plus que ce dont « il a besoin ». D'un point de vue juridique, ce secteur repose depuis de nombreuses années sur un mécanisme insatisfaisant d'autorégulation de la profession publicitaire, critiqué par l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maitrise d'Énergie) dans un communiqué datant d'octobre 2018. Selon l'agence, « force est de constater que ce mécanisme [...] ne fonctionne pas en matière d'incitation à la surconsommation ». De plus, pour certains auteurs, questionner et limiter le rôle des incitateurs à la consommation serait également un moyen de lutter contre la pauvreté : « la lutte contre la surconsommation est un art contre le surendettement » (Hervé Causse, juriste français et professeur d'Université en droit des affaires).

Les restrictions législatives concernant la publicité existent pourtant dans des domaines bien précis, que l'on assimile souvent aux enjeux de santé publique. Ainsi, la loi Évin du 10 janvier 1991 ne prohibe pas la publicité des boissons alcoolisées mais l'encadre strictement quant à son contenu et à son support ; la propagande ou la publicité en faveur des boissons alcoolisées sont de fait interdites sur les supports qui s'imposent à tous, notamment aux mineurs, tels que la télévision et le cinéma. De plus, des réglementations portant sur l'impact des enseignes publicitaires sur le paysage péri-urbain existent depuis 2010. Cependant, en vertu du principe de « protection de la liberté de production », aucune législation n'existe dans le but premier de réguler et restreindre la consommation ; des buts supérieurs peuvent néanmoins être invoqués pour encadrer la publicité, comme la santé publique ou la protection du paysage.

Questionner la publicité revient ainsi à en définir les champs et supports moralement acceptables, à interroger le nécessaire encadrement légal sur le sujet, mais aussi à comprendre à l'aide de travaux scientifiques l'impact des publicités sur nos habitudes de consommation, et ce dès le plus jeune âge. Faut-il uniquement interdire les publicités pour l'alcool ou le tabac sur des supports accessibles aux enfants ? Doit-on contraindre par le « pouvoir des consommateurs » ou contraindre par la loi ? Enfin, la publicité en elle-même doit-elle être régulée voire interdite, ou l'incitation à la consommation de produits durables est-elle une solution à privilégier ?

CONSOMMER MOINS : GASPILLAGE, OBSOLESCENCE ET DECROISSANCE

Aujourd'hui, il est considéré que le taux de croissance du PIB est le meilleur indicateur pour évaluer les performances économiques. Mais remarquons-nous les implications de cet indicateur ? Baser l'économie sur une croissance supposée infinie revient à prévoir et supporter une production exponentielle chaque année. Produire plus pour gagner plus. Consommer plus pour vivre mieux.

Comment légitimer ce modèle économique dans un lieu géographiquement limité, avec des ressources matériellement limitées, et presque déjà asséchées ? Pour Tim Jackson, la prospérité de demain se devra d'être construite autrement, et dès maintenant (Prospérité sans croissance, Éditions De Boeck, 2010).

Le gaspillage et l'obsolescence programmée sont les deux maux majeurs de notre consommation. La création de richesses nous poussant inexorablement à produire plus et moins bien, pour consommer plus et plus fréquemment. Les dates de péremption avancées, les appareils connectés à durée de vie (technologiquement) limitée, la destruction des invendus sont autant d'habitudes globalisées qui nous poussent, toujours, à acheter plus.

Mais consommer moins ne signifie pas simplement décharger la responsabilité sur les vingt plus grosses entreprises mondiales. Consommer moins, c'est également interroger ses propres habitudes, ses propres désirs cycliques, en tant que consommateur-moteurs de cette machinerie infernale.

Questionner sa consommation revient aussi à convoquer les alternatives que nous possédons : pourquoi ne pas développer les systèmes de récupération des denrées alimentaires non consommées tels que Too Good To Go ? L'État français estime à 30 kg par an et par personne le montant du gaspillage alimentaire, chiffre qui apparaît pour beaucoup comme sous-estimé.

Recycler, réparer, conserver. Tels semblent être les clés pour contrer le gaspillage chronique que nous connaissons aujourd'hui. Il s'agira dans ce comité de trouver des alternatives crédibles et concrètes de récupération d'objets en tous genre et de recyclage à appliquer dans la MEL.

CONSOMMER MIEUX : ACHAT EN VRAC, COMMERCE ÉQUITABLE ET « 0 DÉCHET »

Si questionner ses désirs de consommation pour consommer moins semble primordial, adopter un comportement d'acheteur durable passe également par la sélection des produits que l'on met dans notre panier : pour résumer, il faut aussi mieux consommer, c'est-à-dire considérer l'emballage du produit autant que sa provenance, sa composition...

L'achat en vrac de denrées alimentaires a un premier avantage majeur évident : diminuer voire supprimer tout contenant éphémère, très souvent en plastique. Ainsi, même si les sacs en plastique à usage unique sont interdits en caisse depuis le 1^{er} juillet 2016, seul l'achat en vrac permet de réellement diminuer l'empreinte écologique liée aux emballages des produits consommés. Plus globalement, le vrac s'inscrit dans une dynamique de « Zéro Déchet », c'est-à-dire mieux recycler, mais surtout produire moins, car le « meilleur déchet reste celui qu'on ne produit pas ». On peut dans cette optique convoquer les « règles des 5R » préconisées par la conférencière française Béa Johnson : Refuser l'inutile, Réduire le nécessaire, Réutiliser en supprimant les produits à usage unique, Recycler ce qu'il nous reste, composter tout le Reste.

Mais avant toutes choses, le vrac nous amène à questionner notre alimentation et notre action de cuisiner, pour délaissé les plats préparés au profit de la composition d'assiettes à partir d'ingrédients indépendants, ou les vêtements produits sur place plutôt que provenant d'usines lointaines. Les études empiriques montrent ainsi que pour une recette similaire, les impacts environnementaux d'un plat « fait main » sont environ 35 % moins élevés que ceux d'un plat préparé de manière industrielle. Cependant, pour nuancer, la possibilité de conserver surgelés des plats préparés apparaît plus importante que celle de conserver des plats cuisinés, ce qui peut contrebalancer l'idée exposée précédemment. Il s'agit donc de réellement comprendre les sources des impacts environnementaux de notre consommation, entre suremballage, toxicité des composants des produits achetés, provenance et modes de production.

Inventé dans la première moitié du 19^{ème} siècle, popularisé dans les années 1960 en France, le commerce équitable voit une première boutique ouvrir en 1974 sous l'impulsion de l'Abbé Pierre. Concrètement, le commerce équitable est vecteur de développement durable du fait de ses préoccupations diverses et originales pour la sphère marchande : création d'opportunités économiques pour les petits producteurs locaux, transparence, prix « juste », égalité entre les sexes, lutte contre le travail des enfants... Mais loin de correspondre à l'image dorée qu'on lui attribue, le commerce équitable finit souvent par perdre sa vocation durable au profit d'objectifs purement

mercantiles comme le montrent Véronique Bisailon, Corinne Gendron et Marie-France Turcotte dans l'article « Commerce équitable comme vecteur de développement durable ? » (*Enjeux environnementaux contemporains*, Volume 18 numéro 1, 2005). Quelles solutions dans ce cas pour assurer la prise en compte des objectifs initiaux du commerce équitable ? La volonté de redonner une étiquette éthique au commerce international et globalisé n'est-elle pas paradoxale ? Ne faudrait-il pas en ce sens se tourner vers les producteurs locaux proches de chez nous ? Et si oui, quels interfaces créer ?

CONSOMMER LOCAL : CIRCUITS COURTS ET PROMOTION DU « FAIT MAISON »

Porté par le ministre Montebourg, le « Made in France » a le vent en poupe. Et si l'ex-ministre de l'économie faisait cette promotion pour relancer la production française dans un objectif prioritairement économique, de nombreux experts privilégient le « Made in France » et la production locale dans une optique environnementale.

Pour certains, il s'agit même de créer de nouvelles formes d'économies, « circulaires », souvent caricaturées comme de relatifs retours à des ordres autarciques et indépendants des cours et marchés mondiaux. Mais des alternatives médianes existent également, avec la création de communautés d'entrepreneurs. C'est l'expérience tentée par Fatou N'Diaye et ses collaborateurs dans le « Great Village », start-up dont les entrepreneurs sont majoritairement des femmes, et dont chacun des 1200 membres donne une proportion fixe de ses revenus en échange d'un soutien logistique et d'un accès aux ressources, le tout en partageant et proposant des services compatibles et complémentaires. La division du travail est toujours une réalité, mais à l'échelle interne à la communauté, ce qui diminue grandement les transports de pièces ou produits non finis. En dehors de ces initiatives, le lien avec les agriculteurs régionaux est promu dans les petites et moyennes villes françaises à travers des organismes multiples : coopératives, casiers électroniques, magasins bio... Cependant, il s'agira dans ce comité d'interroger, en plus de la faisabilité et de la viabilité de ce genre de projets, la réelle pertinence du « consommer local » : Clément Fournier, rédacteur en chef de Youmatter, remet ainsi en cause dans ses écrits le caractère « écolo » des circuits locaux. Dans la même optique, une étude suédoise a ainsi montré qu'il était préférable d'un point de vue écologique d'acheter des tomates espagnoles par rapport aux tomates locales, car la différence des impacts de production équilibrait la différence du transport.

Si certains remettent en cause le « local » d'un point de vue purement écologique (facteur des émissions carbone cumulées), la production locale et le « fait maison » apportent tout de même de nombreux autres avantages, comme les retombées économiques locales. De cette manière, comment inciter et promouvoir le « fait maison », souvent assimilé à un pouvoir d'achat élevé ? Les circuits courts et locaux sont-ils réellement réservés aux riches comme on l'entend souvent ?

Si les économies nouvelles et originales semblent toujours en accord avec les objectifs de développement durable, peut-on réellement voir dans ces projets des voies obligatoires de développement économique ? Consommer moins et mieux revient-il seulement à consommer local ?

Les références de l'intervenant : Julien Devisme

Serge Latouche dans un petit ouvrage intitulé *Petit traité de la décroissance sereine*, insiste sur trois éléments essentiels du capitalisme actuel qui forment le mécanisme de la surconsommation sans interruption : le crédit, la publicité et l'obsolescence programmée :

- Le crédit permet aux individus de financer des achats et est donc un levier fondamental de surconsommation. Dans le domaine de l'économie écologique, des auteurs ont insisté sur le rôle de la monnaie de crédit au sein du capitalisme pour expliquer la difficulté à se débarrasser de la surproduction-surconsommation-croissance. Il apparaît donc nécessaire d'être vigilant à l'activité des banques ou, à l'échelle de la commune, à savoir où se dirigent les subventions publiques, pour voir si elles financent ou non une logique d'accumulation sans fin.
- La publicité qui crée le désir d'acheter : à Lille, des collectifs se sont lancés à la chasse contre la publicité (on peut penser aux Déboulonneurs ou d'autres collectifs), partant du principe (partagé par Latouche) que c'est la publicité, perfectionnée par des techniques issues des neurosciences, qui crée le besoin.
- l'obsolescence programmée des appareils permet leur destruction et oblige les consommateurs à réinitialiser la boucle du crédit et de la consommation. Celle-ci n'est pas que « planifiée » mais aussi « symbolique » : Elle est aussi liée au fait de l'apparition de nouvelles modes qui font que l'objet est obsolète car considéré comme « has-been ». Enfin, il y a une troisième forme d'obsolescence dite « technologique » : le progrès technique rend inopérant, moins performant (voire non compatibles avec les nouveaux) les anciens produits.

Jean Gadrey, dans *Adieu à la croissance, bien vivre dans un monde solidaire*, fait le constat de la nocivité sociale et écologique de la croissance économique (en critiquant notamment les graves insuffisances du PIB). Il met en avant le fait qu'énormément de domaines peuvent être considérés comme fiables ou en progrès sans que cela ne nécessite la moindre croissance (santé, éducation). Il en profite pour démolir les conceptions utopistes et dangereuses de la croissance qui considèrent qu'est possible une croissance verte ou immatérielle. Ces deux choses sont en réalité des chimères :

- Croissance verte : La mise en place de technologies plus productives et moins gourmandes en énergie est censé amener à un « découplage », c'est à dire une situation dans laquelle on produit plus, mais tout en consommant moins de ressources naturelles : les deux variables n'évoluent plus dans le même sens. Cependant, cela ne se vérifie presque jamais historiquement à cause d'un effet pointé dès la deuxième moitié du 19ème siècle par l'économiste anglais Jevons : « l'effet rebond » : cet effet est le suivant : si l'on arrive à mettre au point des technologies permettant d'économiser, pour le même niveau de production, notre consommation de ressources naturelles, alors il arrivera que le niveau de production augmentera, et que cela mette fin à toute réduction de la consommation d'énergie. En effet, le progrès technique amène deux choses : cela libère de la main d'oeuvre qui est allouée dans d'autres domaines économiques qui, eux, seront en croissance, et donc produiront davantage de ressources naturelles. Enfin, les nouvelles technologies amènent souvent à une baisse des coûts de production et du coup des prix de vente, ce qui fait que la demande pour ces produits augmente, et donc leur production.

- croissance immatérielle : Gadrey est par ailleurs spécialiste de l'étude de l'économie des services. Beaucoup d'économistes (néo-classiques et donc forcément en retard sur ces questions...) ont pronostiqué que l'évolution structurelle des économies vers des économies fondées sur les services (comme dans nombre de pays occidentaux, comme la France depuis les années 1970) allait amener à une réduction des activités manufacturées et donc polluantes, et à une décroissance de la pollution en même temps qu'à une croissance de la production (de services). Cette idée est présente dans la « courbe de Kuznets environnementale » créée par Grossman et al. dans les années 1990. Cependant, une économie devenant « immatérielle » (notamment du fait des services) est au contraire, pour Gadrey, une économie « hypermatérielle » et surtout très polluante : l'utilisation de l'informatique

oblige à une consommation d'énergie plus importante et, de plus un plus, les activités numériques concentrent une part importante des émissions de CO₂. De plus, les services (loisirs, voyages) supposent de se déplacer plus fréquemment et d'utiliser des transports eux-mêmes polluants... Ces quelques exemples montrent bien qu'il n'existe aucune espèce de causalité entre d'une part l'expansion des services et d'autre part la réduction des émissions de GES. De plus, la part relative des services a augmenté dans l'économie française depuis les années 1970, mais depuis cette période la production a aussi fortement augmenté. Et donc même si la part de l'industrie est réduite, sa production en valeur absolue n'est pas forcément, elle, réduite.

Gadrey considère que l'on peut évaluer l'économie sur d'autres critères et plaide notamment pour l'appréhension d'une dimension plus « qualitative » de l'activité économique, plutôt que « quantitative » (on jugerait la performance économique à l'accumulation des « richesses »). Il considère que l'on peut mettre fin à la recherche de la croissance et que l'on devrait chercher non pas à produire plus mais à produire mieux, des produits de qualité, durables. Il propose ainsi de revaloriser une forme d'artisanat. Il considère que cette solution permettrait en plus de mettre fin au chômage en rendant possible une répartition du travail entre tous les individus. Le domaine dans lequel cela peut par exemple s'appliquer = l'agriculture.

Enfin, pour critiquer la croissance, on peut se fier aux travaux fondateurs en économie écologique de Nicholas Georgescu-Roegen : dans son ouvrage de 1971, *The entropy law and the economic process*, il montre que les chercheurs en économie nient une dimension tout à fait fondamentale de tout processus économique (extraction, production, consommation) : la loi de l'entropie. Cette loi est issue des travaux ayant abouti, en science, à une véritable révolution scientifique venant rabattre les prétentions de la science newtonienne à expliquer l'ensemble du vivant : la thermodynamique. La loi de l'entropie stipule que irrémédiablement, irréversiblement, l'énergie, lors des processus l'utilisant (notamment dans les machines, mais aussi via le travail humain) est transformée en énergie dissipée, en désordre, inutilisable : l'énergie disparaît. Au départ, on dispose d'éléments de basse entropie, c'est à dire comprenant beaucoup d'énergie disponible. À la suite des processus productifs, cette énergie est dissipée, indisponible (transformée en énergie de haute entropie) : elle est soit transformée en déchets inutilisables, soit « perdue » car dissipée sous forme de chaleur. Et cela est inévitable, quelle que soit la machine qui est utilisée et quelle que soient les procédés de recyclage que l'on peut imaginer : irrémédiablement, l'énergie disponible sur Terre se dissipe lorsqu'elle est utilisée et est perdue à jamais. Georgescu-Roegen étend ce raisonnement en ce qui concerne la matière : celle-ci aussi se dégrade inévitablement. Il pointe ainsi le fait que le recyclage n'est pas illimité : au bout d'un moment, celui-ci n'est plus possible car la matière est dégradée. Le recyclage n'apparaît donc pas comme une solution commode qui mettrait fin à jamais au problème des « limites » : la Terre est, d'un point de vue thermodynamique, un système « isolé » : qui reçoit du dehors de l'énergie du dehors, mais pas de matière (ou alors exceptionnellement quand une météorite s'écrase). Cette énergie est solaire, mais de toute façon nos économies se basent sur de l'énergie fossile présente en quantité limitée, et pour capter l'énergie solaire (ce que prône GR) il faudrait créer des technologies suffisamment puissantes et soumises le moins possible à l'entropie. IL faudrait aussi puiser dans nos réserves pour créer les techniques et infrastructures capables de capter l'énergie solaire et de la convertir. La Terre n'est donc composée que d'une quantité limitée de matière qui est vouée, comme l'énergie, à se dégrader irrémédiablement jusqu'à disparaître, ce que dit explicitement la loi de l'entropie issue des travaux scientifiques en thermodynamique. Plusieurs conséquences sont à tirer de cette réalité intrinsèque à tout processus économique (ignoré par les économistes néo-classiques qui, eux, fondent leurs modèles sur une vision « mécaniste » de la réalité, inspirée de l'admiration de Smith pour Newton, mais ne prenant aucunement en compte l'évolution de la science moderne vers le paradigme thermodynamique) :

- le recyclage est limité. Il n'y a point de salut dans ce processus qui ne peut au mieux que ralentir la dégradation de l'énergie. Il est bon aussi de savoir que l'on dégrade de l'énergie et de la matière lorsque l'on utilise des machines et des ressources pour recycler : règle-t-on finalement le problème si

l'on utilise énergie et matière pour essayer d'économiser énergie et matière ? Cette limite du recyclage est aussi présente dans le travail de Bourg et Arnsperger : ils montrent par exemple que dans le domaine de l'acier, si l'on tient compte du recyclage possible (et limité), alors il est possible de reculer de quelques années (il me semble 5 ou 15 ans) le moment où arriverai l'épuisement des stocks d'acier. Leur épuisement n'est cependant pas arrêté.

- L'idée d'une économie stationnaire, sans croissance, est un mythe pour Georgescu-Roegen : il critique l'un des pionniers de l'économie écologique qui prônait cette solution, Daly. Pour GR, si l'économie est stationnaire, alors elle se reproduit d'année en année dans son métabolisme (terme utilisé par des chercheurs en économie écologique pour appréhender l'économie dans son utilisation des énergies et de la matière), et donc chaque année, extrait la même quantité d'énergie et de matière, et la transforme en déchet. Si cela se reproduit d'année en année, à terme, cette matière et cette énergie aura disparu. Ce qu'il faut pour Georgescu-Roegen, c'est réduire la taille de notre économie, limiter l'extraction de la matière et de l'énergie et sa transformation en déchets. C'est aussi ce que prônent Bourg et Arnsperger, qui montrent que dans l'appréhension d'une économie en « permacircularité », il est certes nécessaire de relocaliser, recycler, etc. mais aussi de réduire les extractions et les déchets, chose qu'oublient volontiers les entreprises et gouvernements se disant soucieux de créer des indicateurs de circularité (indicateurs qui, parce qu'ils sont pensés à une échelle micro, sont de toute façon mauvais pour les auteurs, inopérants et non-pertinents).

Dans les circuits courts, il est bon aussi de penser à la place accordée aux déchets dans ces circuits : Marx est l'un des premiers auteurs d'économie à avoir abordé la question écologique, même si de manière plutôt accessoire, périphérique : il a montré l'existence dans les campagnes, du fait de la logique capitaliste d'accumulation des richesses, de la destruction du « métabolisme » de la Terre : les déchets issus de l'agriculture sont retirés des sols pour être utilisés ailleurs, afin de les allouer aux terres potentiellement les plus rentables ou pour les emmener en ville : ainsi, on a importé du guano du Chili pour l'amener fertiliser les sols de Grande Bretagne au XIXème siècle. La destruction de ce métabolisme naturel voulant que déchets retournent naturellement à la Terre et enclenchent le cycle de la fertilité des sols était vu très tôt par Marx comme une menace à la fertilité. IL préconisait l'utilisation de fertilisants industriels, chose qui s'avère de nos jours tout à fait désastreuse... ce qui est intéressant ici, c'est de montrer que l'organisation économique capitaliste a, quasiment comme premier « fait d'arme », déstructuré les cycles locaux (et pour le coup très locaux) de l'agriculture. Bourg et Arnsperger font référence à cela et montrent qu'avant le développement du capitalisme, il y avait une utilisation extrêmement intelligente des déchets agricoles, une forme complémentarité entre les activités qui évitaient d'importer des marchandises et permettaient de limiter les déchets ou les pertes.

Bibliographie :

- *Prospérité sans croissance*, Tim JACKSON, Éditions De Boeck, 2010
- *De précieux intermédiaires*, David EVANS et Richard SCHMALENSEE, Éditions Odile Jacob, 2017
- *Le progrès m'a tuer*, Coordonné par La Décroissance, Éditions Le pas de côté, L'Échappée, 2016
- *Écologie intégrale, Pour une société permacirculaire*, Christian ARNSPERGER et Dominique BOURG, Éditions PUF, 2017
- *Les avantages de l'économie circulaire, Des déchets à la richesse*, Peter LACY et Jakob RUTQVIST, MA Éditions – ESKA, 2016
- *Adieu à la croissance, bien vivre dans un monde solidaire*, Jean GADREY, Les Petits Matins, 2015